

Sur la proposition du Ministre flamand de la Mobilité et des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits, inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2018, sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'EUR)

article budgétaire	allocation de base	TC	de		vers	
			CE	CL	CE	CL
CB0-1CBX2AD-PR	CB0 1CB029 0100	CE	172.531			
MB0-1MHF5AY-IS	MB0 0MH000 9999	AUT			25.031	
MD0-1MHF2AB-WT	MD0 1MH201 1410	CE			47.500	
MB0-1MIF2AH-WT	MB0 1MI000 5421	CE			59.500	
MB0-1MIF5AW-IS	MB0 0MI016 9999	AUT			28.000	
MB0-1MEF5AY-IS	MB0 0ME021 9999	AUT			9.500	
MC0-1MIF2AB-WT	MC0 1MI106 1410	CE			3.000	
total			172.531		172.531	

Règles de redistribution entre types de crédit :

(1) CL = crédit corrélatif (CE/CL) ;

(2) CE = AUT.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant la Mobilité et les Travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,
du Tourisme et du Bien-Être des Animaux,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203884]

12 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les règles relatives à l'organisation d'événements destinés à promouvoir le secteur agricole, compatibles avec le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.242, et D.223;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 2018;

Vu le rapport du 8 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 22 mars 2018;

Vu l'avis n° 63.593/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'octroi d'aides encourageant l'organisation d'événements destinés à promouvoir les secteurs agricole et forestier constitue une aide d'Etat exemptée en application du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° événement : une action de promotion, d'information et de soutien dans le secteur agricole comme une foire, une exposition, un concours d'animaux d'élite;

2° programme d'aide : le programme d'aide mis en place pour encourager l'organisation d'événements;

3° promoteur : personne physique ou morale organisant un événement;

4° le Règlement (UE) n° 702/2014 du 25 juin 2014 : le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

5° support de communication : presse écrite, radio, télévision, affichage, livre, brochure, dépliant, revue ou support assimilé, prospectus, programme d'un colloque ou d'une conférence, invitation personnalisée ou non personnalisée, télécopie, téléphonie, campagne d'envoi de courriels, site internet, stand d'exposition sur une foire ou un salon, gadgets ou cadeaux, etc.

Art. 2. Le présent arrêté garantit le respect des articles 3 à 10, 12, 13 et 24 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

CHAPITRE II. — Demandes d'aide

Art. 3. Conformément à l'article 6, § 2, du Règlement (UE) n° 702/2014, une aide peut être accordée à un promoteur si ce dernier a présenté, avant le début de la réalisation de l'événement, une demande d'aide écrite à l'organisme.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par « organisme » : l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ou l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de qualité au sens de l'article D.224 du même Code.

La demande d'aide contient au moins les informations suivantes :

1° le nom du promoteur et, s'il s'agit d'une personne morale, la précision qu'elle est bien une PME au sens des articles 1^{er}, a), et 2, 2°, du Règlement (UE) n° 702/2014;

2° une description de l'événement, y compris ses dates de début et de fin;

3° la localisation de l'événement;

4° la liste des coûts admissibles;

5° la liste des recettes estimées;

6° le montant de l'aide sollicitée.

Le Ministre est habilité à octroyer l'aide et à désigner l'autorité chargée de son paiement au promoteur.

CHAPITRE III. — Nature et montant de l'aide

Art. 4. Les aides sous forme d'une subvention couvrent les coûts relatifs à l'organisation d'événements.

Lorsque l'événement est organisé par des groupements et des organisations de producteurs, la participation n'est pas subordonnée à l'affiliation à ces groupements ou organisations et toute contribution concernant les frais d'administration du groupement ou de l'organisation est limitée aux coûts afférents à l'événement.

CHAPITRE IV. — Communication

Art. 5. § 1^{er}. Le promoteur associe les institutions de la Région wallonne aux actions subventionnées dans le cadre du présent arrêté en apposant le logo officiel de la Région wallonne et le pictogramme de l'administration sur tout support de promotion relatif à l'événement.

En conséquence, le promoteur soumet préalablement au ministre par envoi adressé à l'attention de la Cellule Presse et Communication, tout projet de support de communication faisant référence à la Région wallonne/Fédération Wallonie-Bruxelles, au nom du ministre, sa signature ou son titre.

§ 2. La transmission du support de communication est effectuée dans un délai permettant la sollicitation de la Commission de contrôle et selon les modalités visées dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon. Ce délai est en aucun cas inférieur à vingt-et-un jours. Le bénéficiaire attend la décision de la Commission de contrôle, mentionnée à l'article 2 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon, avant de procéder à une quelconque publication du support de communication susmentionné.

§ 3. Le non-respect de cette disposition entraîne, d'une part, l'obligation de retrait de tous les supports de communication distribués aux frais du bénéficiaire de la subvention et, d'autre part, la récupération de la subvention accordée et ce, même si l'événement subventionné a eu lieu.

CHAPITRE V. — Liquidation de l'aide et contrôles

Art. 6. Le versement de la subvention n'a pas pour conséquence de créer, dans le chef du promoteur, un droit inconditionnel à l'octroi de la subvention, chaque versement étant considéré comme ayant été liquidé à titre de provision.

Art. 7. Pour toute subvention supérieure à 20 000 euros, la subvention est définitivement acquise uniquement après approbation, par le Comité de suivi et par le ministre ou par son délégué, des comptes définitifs arrêtés par le bénéficiaire de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention met à disposition de la Région wallonne ou de toute autre personne mandatée par elle, ainsi que la Cour des Comptes, les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'exécution de la mission.

La partie non justifiée de la subvention telle qu'elle apparaîtrait dans les comptes arrêtés conformément aux dispositions du présent article est remboursée à la Région wallonne.

Art. 8. Toutes les obligations mises à charge du promoteur dans le présent arrêté constituent des conditions d'octroi de la subvention au sens des articles précités.

CHAPITRE VI. — *Comité de suivi*

Art. 9. Pour les subventions supérieures à 20 000 euros, il est instauré un Comité de suivi composé :

- 1° d'un représentant du Ministre de l'Agriculture;
- 2° d'un représentant du Département du Développement de l'administration;
- 3° d'un représentant du bénéficiaire;
- 4° d'experts éventuellement désignés par le Ministre.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203884]

12. JULI 2018 — Erlass der wallonischen Regierung zur Festlegung der Regeln für die Organisation von Veranstaltungen zur Förderung des Agrar- und Forstsektors, die vereinbar sind mit der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242 und D.223;

Aufgrund der am 26. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 8. März 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 22. März 2018;

Aufgrund des am 25. Juni 2018 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 63.593/4;

In der Erwägung, dass die Gewährung von Beihilfen zur Unterstützung der Organisation von Veranstaltungen zur Förderung des Agrar- und Forstsektors eine freigestellte staatliche Beihilfe darstellt in Anwendung der Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Veranstaltung: Förder-, Informations- und Begleitmaßnahmen im Agrarbereich wie z.B. eine Messe, eine Ausstellung oder ein Wettbewerb für Hochzuchttiere;

2° Beihilfeprogramm: das Beihilfeprogramm zur Unterstützung bei der Organisation von Veranstaltungen;

3° Projektträger: die natürliche oder juristische Person, die eine Veranstaltung organisiert;

4° Verordnung (EU) Nr. 702/2014 vom 25. Juni 2014: die Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

5° Kommunikationsmittel: Schriftliche Presse, Radio, Fernsehen, Plakate, Bücher, Broschüren, Flugblätter, Zeitschriften oder ähnliche Medien, Prospekte, Fachtagungs- oder Konferenzprogramme, personalisierte oder nicht-persönliche Einladungen, Faxe, Telefonie, E-Mail-Kampagnen, Websites, Messestände auf Messen oder Ausstellungen, Gadgets oder Geschenke, usw.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 24 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABL. EU, L.193, 1. Juli 2014, S.1).

KAPITEL II — *Beihilfeanträge*

Art. 3 - Gemäß Artikel 6, § 2, der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 kann einem Projektträger eine Beihilfe gewährt werden, wenn dieser vor Beginn der Veranstaltung einen schriftlichen Beihilfeantrag bei der Einrichtung gestellt hat.

Für die Anwendung von Absatz 1 gilt als "Einrichtung": die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft oder die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft im Sinne von Artikel D.224 desselben Gesetzbuches.

Der Beihilfeantrag umfasst mindestens die nachfolgenden Informationen:

1° den Namen des Projektträgers und im Falle einer juristischen Person die Angabe, dass es sich um ein KMU im Sinne von Artikel 1 Buchstabe *a*) und Artikel 2 Ziffer 2 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 handelt;

2° eine Beschreibung der Veranstaltung, einschließlich ihres Beginn- und Enddatums;

3° den Ort der Veranstaltung;

4° die Liste der beihilfefähigen Kosten;

5° die Liste der geschätzten Einnahmen;

6° den Betrag der beantragten Beihilfe.

Der Minister ist befugt, die Beihilfe zu gewähren und die für ihre Auszahlung an den Projektträger zuständige Behörde zu benennen.

KAPITEL III — *Art und Betrag der Beihilfe*

Art. 4 - Die Beihilfe in Form eines Zuschusses deckt die Kosten für die Organisation von Veranstaltungen.

Wird die Veranstaltung von Erzeugergruppierungen und -organisationen organisiert, so ist die Teilnahme nicht von der Mitgliedschaft in diesen Gruppierungen oder Organisationen abhängig, und jeder Beitrag zu den Verwaltungskosten der Gruppierung oder Organisation ist auf die mit der Veranstaltung verbundenen Kosten begrenzt.

KAPITEL IV — *Kommunikation*

Art. 5 - § 1^{er}. Der Projektträger beteiligt die Institutionen der Wallonischen Region an den im Rahmen dieses Erlasses bezuschussten Aktionen, indem er das offizielle Logo der Wallonischen Region und das Piktogramm der Verwaltung auf jeglichem Werbematerial im Zusammenhang mit der Veranstaltung anbringt.

Zu diesem Zweck übermittelt der Projektträger dem Minister mit einem Schreiben an die Presse- und Kommunikationsstelle im Voraus alle Entwürfe der Kommunikationsmittel, die sich auf die Wallonische Region/Föderation Wallonie-Brüssel, den Namen des Ministers, seine Unterschrift oder seinen Titel beziehen.

§ 2. Das Kommunikationsmittel ist innerhalb einer Frist zu übermitteln, die es ermöglicht, die Kontrollkommission anzurufen und nach den in dem Dekret vom 1. April 2004 Dekret zur Einführung der Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie der Kontrolle der Mitteilungen des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats und der Mitglieder der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten. Diese Frist beträgt in keinem Fall weniger als einundzwanzig Tage. Der Begünstigte wartet die Entscheidung der Kontrollkommission nach Artikel 2 des Dekrets vom 1. April 2004 zur Einführung der Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie der Kontrolle der Mitteilungen des Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats und der Mitglieder der Wallonischen Regierung ab, bevor er mit der Veröffentlichung des vorgenannten Kommunikationsmittels beginnt.

§ 3. Eine Missachtung dieser Bestimmung führt einerseits dazu, dass der Begünstigte des Zuschusses die Rücknahme der gesamten verbreiteten Kommunikationsmittel auf eigene Kosten sicherzustellen hat, und andererseits, dass der gewährte Zuschuss zurückgefordert wird, und dies selbst, wenn die bezuschusste Veranstaltung bereits stattgefunden hat.

KAPITEL V — *Auszahlung der Beihilfe und Kontrollen*

Art. 6 - Die Zahlung des Zuschusses führt nicht dazu, dass zugunsten des Projektträgers ein uneingeschränktes Recht auf die Gewährung des Zuschusses entsteht, da jede Zahlung als vorläufige Auszahlung betrachtet wird.

Art. 7 - Für jeden Zuschuss, der 20.000 Euro übersteigt, wird der Zuschuss erst dann endgültig gewährt, wenn der Überwachungsausschuss und der Minister oder sein Stellvertreter die vom Begünstigten des Zuschusses erstellte Abschlussrechnung genehmigt haben.

Der Begünstigte des Zuschusses stellt der Wallonischen Region oder einer anderen von ihr bevollmächtigten Person sowie dem Rechnungshof die für die Überwachung der Durchführung der Aufgabe erforderlichen allgemeinen und buchhalterischen Unterlagen zur Verfügung.

Der ungerechtfertigte Teil des Zuschusses, wie er in der nach den Bestimmungen des vorliegenden Artikels erstellten Buchführung erscheinen würde, wird der Wallonischen Region zurückgezahlt.

Art. 8 - Alle Verpflichtungen, die dem Projektträger in dem vorliegenden Erlass auferlegt werden, stellen die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses im Sinne der vorgenannten Artikel dar.

KAPITEL VI — *Überwachungsausschuss*

Art. 9 - Für die Zuschüsse, die 20.000 Euro übersteigen, wird ein Überwachungsausschuss eingerichtet, der folgende Mitglieder umfasst:

- 1° einen Vertreter des Ministers für Landwirtschaft;
- 2° einen Vertreter der Abteilung Entwicklung der Verwaltung;
- 3° einen Vertreter des Begünstigten;
- 4° vom Minister gegebenenfalls benannte Sachverständige.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 10 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203884]

12 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de regels voor de organisatie van evenementen ter bevordering van de landbouwsector, verenigbaar met Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, en D.223;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 maart 2018;

Gelet op het rapport van 8 maart 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid van 22 maart 2018;

Gelet op het advies 63.593/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de toekenning van steun voor de organisatie van evenementen ter bevordering van de land- en bosbouwsector gelijkstaat met een staatsteun die vrijgesteld is op grond van Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° evenement: een actie voor de bevordering, de informatie, de ondersteuning in de landbouwsector zoals een beurs, een tentoonstelling, een wedstrijd met sterk geselecteerde dieren;
- 2° de steunregeling: het ingevoerde steunprogramma om de organisatie van evenementen aan te moedigen;
- 3° promotor: natuurlijke of rechtspersoon die een evenement organiseert;

4° Verordening (EU) nr. 702/2014 van 25 juni 2014; Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

5° communicatiedrager: geschreven pers, radio, televisie, aanplakking, boek, brochure, folder, tijdschrift of daarmee gelijkgestelde drager, prospectus, programma van een colloquium of een conferentie, al dan niet gepersonaliseerde uitnodiging, telefax, telefoon, e-mailcampagne, website, stand voor tentoonstelling op een beurs of salon, gadgets of geschenken enz.

Art. 2. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 24 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1).

HOOFDSTUK II. — *Steunaanvragen*

Art. 3. Overeenkomstig artikel 6, § 2, van Verordening (EU) nr. 702/2014 kan er steun verleend worden aan een promotor indien laatstgenoemde voor aanvang van uitvoering van het evenement, bij de instelling een schriftelijke steunaanvraag heeft ingediend.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder "instelling": de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waals Landbouwwetboek of het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de promotie van een kwaliteitslandbouw in Wallonië).

De steunaanvraag bevat minstens volgende gegevens:

1° de naam van de promotor en, als het een rechtspersoon betreft, de nadere bepaling dat ze weldegelijk een kmo is in de zin van artikelen 1, a), en 2, 2°, van Verordening (EU) nr. 702/2014;

2° een omschrijving van het evenement, met inbegrip van aanvangs- en einddatum;

3° de plaats waar het evenement doorgaat;

4° de lijst van de toelaatbare kosten;

5° de lijst van de geraamde ontvangsten;

6° het bedrag van de aangevraagde steun.

De Minister is gemachtigd om de steun te verlenen en de overheid aan te wijzen, die de promotor dient uit te betalen.

HOOFDSTUK III. — *Aard en bedrag van de steun*

Art. 4. De steun in de vorm van een subsidie dekt de kosten voor de organisatie van evenementen.

Wanneer het evenement door groeperingen of organisaties van producenten georganiseerd wordt, wordt de deelname niet ondergeschikt gemaakt aan de aansluiting bij die groeperingen of organisaties en elke bijdrage in de administratiekosten van de groepering of de organisatie wordt beperkt tot de kosten van het evenement.

HOOFDSTUK IV. — *Communicatie*

Art. 5. § 1^{er}. De promotor betreft de instellingen van het Waalse Gewest bij de acties die in het kader van dit besluit worden gesubsidieerd, door het officiële logo van het Waalse Gewest en het pictogram van de administratie aan te brengen op elke drager ter bevordering van het evenement.

Bijgevolg legt de promotor elk project voor een communicatiedrager die verwijst naar het Waalse Gewest/de "Fédération Wallonie-Bruxelles", de naam van de Minister, zijn handtekening of zijn titel voorafgaandelijk aan de Minister per zending gericht aan de Cel Pers en Communicatie voor.

§ 2. De overdracht van de communicatiedrager gebeurt binnen een termijn die het mogelijk maakt, de controlecommissie in te schakelen, en volgens de modaliteiten bedoeld in het decreet van 1 april 2004 tot instelling van de controle op de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad alsmede van de controle op de communicaties van de voorzitter van de Waalse Gewestraad en van de leden van de Waalse Regering. Die termijn is geenszins korter dan éenentwintig dagen. De subsidiegerechtigde wacht op de beslissing van de controlecommissie, vermeld in artikel 2 van het decreet van 1 april 2004 tot instelling van de controle op de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad alsmede van de controle op de communicaties van de voorzitter van de Waalse Gewestraad en van de leden van de Waalse Regering voordat hij bovenvermelde communicatiedrager op ook maar enige wijze bekendmaakt.

§ 3. De niet-inachtneming van deze bepaling brengt enerzijds de verplichting om alle communicatiedragers die op kosten van de subsidiegerechtigde zijn verdeeld en anderzijds de terugvordering van de toegekende subsidie teweeg, zelfs als het gesubsidieerde evenement heeft plaatsgevonden.

HOOFDSTUK V. — *Uitbetaling van de steun en controles*

Art. 6. De storting van de subsidie doet in hoofde van de promotor geen onvoorwaardelijk recht op de toekenning van de subsidie ontstaan daar elke storting beschouwd wordt als provisioneel vereffend.

Art. 7. Voor elke subsidie hoger dan 20.000 euro staat de subsidie pas definitief vast na goedkeuring door het opvolgingscomité en door de Minister of diens gemachtigde van de definitieve rekeningen als vastgelegd door de subsidiegerechtigde.

De subsidiegerechtigde stelt de algemene boekhoudkundige stukken, nodig voor de controle op de uitvoering van de opdracht, ter beschikking van het Waals Gewest of iedere door laatstgenoemde gemandateerde persoon, evenals van het Rekenhof.

Het niet verantwoord deel van de subsidie zoals zou blijken uit de rekeningen, vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van dit artikel, worden aan het Waals Gewest teruggestort.

Art. 8. Alle verplichtingen die bij dit artikel aan de promotor worden opgelegd vormen voorwaarden voor de toekenning van de subsidie in de zin van voornoemde artikelen.

HOOFDSTUK VI. — *Opvolgingscomité*

Art. 9. Voor de subsidies hoger dan 20.000 euro wordt er een opvolgingscomité ingevoerd, bestaande uit:

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Landbouw;
- 2° een ambtenaar van het Departement Ontwikkeling van de administratie.
- 3° een vertegenwoordiger van de subsidiegerechtigde;
- 4° eventueel door de Minister aangewezen deskundigen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2018/31466]

28 JUNI 2018. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van verlof om een opdracht uit te voeren als analist bij de Europese Commissie

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 maart 2018, houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 218 tot 221;

Overwegende het verzoek van Mevr. Franklin Anne, van 28 maart 2018, waarin ze verlof vraagt om vanaf 1 september 2018 een opdracht uit te voeren voor een termijn van één jaar;

Op voorstel van de Minister-President, die verantwoordelijk is voor Territoriale Ontwikkeling, heeft de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Verlof voor een opdracht van openbaar nut wordt toegestaan aan Mevr. Franklin Anne, Attachée bij het Brussels Planingsbureau, om een opdracht te vervullen als analist bij het Directoraat-Generaal voor Onderzoek en Innovatie van de Europese Commissie.

Art. 2. De in artikel 1 vernoemde opdracht wordt als een opdracht van openbaar nut beschouwd.

Art. 3. Dit verlof is onbezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van dienstenactiviteit.

Art. 4. Dit verlof vangt aan op 1 september 2018 en eindigt op 31 augustus 2019.

Art. 5. De betrokkene zal een exemplaar van het onderhavige besluit ontvangen.

Brussel, 28 juni 2018.

De Minister-President,
verantwoordelijk voor Territoriale Ontwikkeling,
R. VERVOORT

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2018/31466]

28 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant attribution d'un congé pour mission en tant qu'analyste auprès de la Commission européenne

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018, portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale, notamment les articles 218 à 221 ;

Considérant la requête de Madame Franklin Anne, du 28 mars 2018, dans laquelle elle demande un congé pour mission à partir du 1^{er} septembre 2018 pour une durée d'un an ;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge du Développement territorial, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

Article 1^{er}. Un congé pour mission d'intérêt général est accordé à Madame Franklin Anne, Attachée au sein du Bureau bruxellois pour la Planification, afin de remplir une mission d'analyste auprès de la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation de la Commission européenne.

Art. 2. La mission visée à l'article 1^{er} est considérée comme une mission d'intérêt général.

Art. 3. Ce congé pour mission n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus, à une période d'activité de service.

Art. 4. Ce congé pour mission débute le 1^{er} septembre 2018 et se termine le 31 août 2019.

Art. 5. Copie du présent arrêté sera communiquée à l'intéressée.

Bruxelles, le 28 juin 2018.

Le Ministre-Président, en charge du Développement territorial,

R. VERVOORT